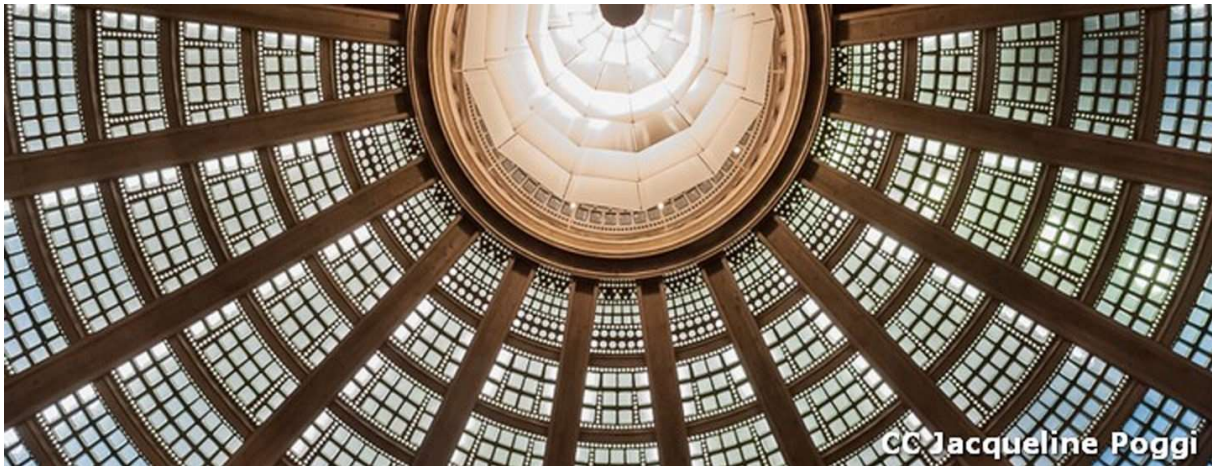


Propositions d'écologie pour une gouvernance mondiale



écologie, conscient de la nécessité de réponses globales à des questions mondiales —migration, finance, réchauffement climatique,...— s'est penché à plusieurs occasions sur de grandes thématiques internationales, et a organisé en août 2010 un atelier aux Rencontres écologiques d'été, sur la gouvernance mondiale. Ci-dessous, voici les propositions issues de cet atelier, concrètes mais ambitieuses et de long terme, afin de tendre vers une gouvernance mondiale juste et démocratique.

Institutions internationales, vers plus de représentativité ?

- Casser les logiques nationales et renforcer les grandes régions du monde, et particulièrement les intégrations du Sud, qui pourraient aboutir à terme à une fédération mondiale d'intégrations régionales, avec une libre circulation globale des personnes ;
- Créer un parlement mondial de représentants des peuples, parallèlement à l'AG de l'ONU, et ainsi une représentativité directe des citoyens au sein des institutions mondiales ;
- Créer un pouvoir juridique mondial sanctionnant le non respect des décisions internationales ;
- S'assurer d'une prise en compte effective des intérêts des générations futures, et de l'opinion de la jeunesse, au sein des assemblées (nationales, européennes, à l'ONU...).

Sécurité et maintien de la paix

- Réformer les compétences, le fonctionnement et la composition du conseil de sécurité de l'ONU et supprimer le droit de veto des 5 membres permanents ;
- Constituer une seule armée pour l'Union européenne axée sur le maintien de la paix et l'humanitaire. Envisager, pour les Etats-membres de l'UE également membres de l'OTAN, de sortir de l'OTAN, vu ses orientations de plus en plus guerrières et sa propension à lancer des missions militaires à l'extérieur, alors que son but initial était de protéger son territoire ;
- Cesser de voir les Etats-Unis comme notre partenaire naturel privilégié, et cesser de penser que les pays du Nord sont au centre du monde. Considérer les pays dits « émergents », « en voie de développement », ou « moins avancés » comme de véritables partenaires d'un avenir planétaire commun, sur un pied d'égalité.

Gouvernance économique et financière

- Stabiliser les monnaies et la finance par de nouveaux accords, via un « nouveau Bretton Woods », permettant une régulation commerciale et financière effective ;
- Lutter contre les paradis fiscaux et la fraude ;
- Organiser un traitement spécial et différencié généralisé permettant au Sud de protéger son industrie naissante ;
- Admettre la spécificité des denrées alimentaires et le risque que fait peser la spéculation sur les populations, et faire déroger ces biens aux règles de l'OMC ;
- Plus globalement, finaliser une liste des biens publics mondiaux garantis (eau, biodiversité liée aux médicaments,...) ;
- Instaurer des indicateurs alternatifs au PIB, afin de mesurer les performances des différents systèmes économiques par rapport à leur contribution au développement humain et non à la croissance.

En matière de gouvernance climatique, choisir le courage et la proactivité plutôt que la gestion de l'échec et la réactivité

- Instaurer un processus d'annulation de la dette des pays du tiers monde contre la dette environnementale des pays créanciers (au delà des dettes odieuses, qui doivent être annulées unilatéralement) ;

- Valoriser financièrement le capital et les ressources naturelles, afin d'intégrer les externalités négatives et le principe du pollueur-payeur dans les échanges commerciaux et financiers mondiaux, et de rémunérer comme il se doit les pays du Sud, principaux détenteurs de ces ressources ;
- Créer une Organisation mondiale de l'environnement dotée d'un pouvoir de sanction.